

# Les secteurs qui cartonnent et

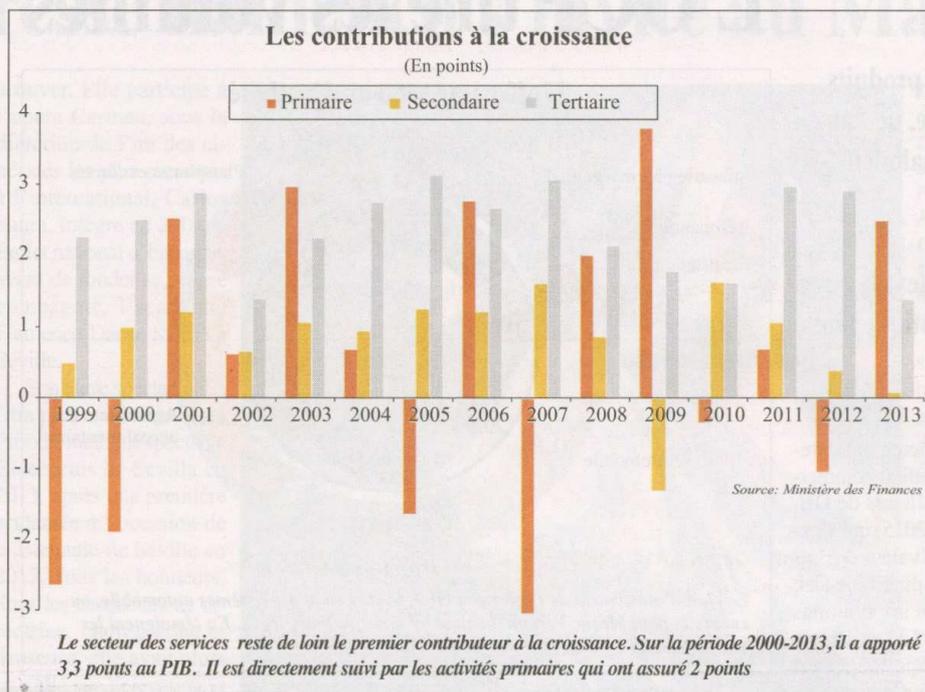
• L'automobile, premier secteur exportateur

• La croissance du secteur agricole dépasse la moyenne

• Montée en puissance du secteur des services

**E**XPORTATIONS peu diversifiées, régime de change contraignant, déficit de compétitivité, dépendance de l'aléa climatique...Malgré ces faiblesses, «le Maroc a fait preuve d'une résilience à la crise internationale qui perdure depuis 2008», constate la dernière livraison de la Direction des études du ministère des Finances. Le rythme de croissance est resté parmi les plus élevés de la zone MENA: 4,3% durant la période 2008-2013 contre 4% pour la zone.

Cette performance est attribuée à la hausse de 9,2% par an de la valeur ajoutée du secteur primaire et au comportement



relativement satisfaisant des activités non agricoles, en particulier le tertiaire qui a en-

registré une croissance annuelle moyenne de 4,2%. L'analyse sectorielle de la structure du PIB sur une longue période révèle une montée en puissance du secteur des services. Entre 2008 et 2013, ce secteur s'est érigé au premier rang de l'économie nationale avec une part de 54,9% contre 29,6% pour l'industrie et 15,5% pour le secteur primaire. Mais le défi majeur auquel est confronté l'économie tient à l'accélération du processus de transformation structurelle du tissu productif. Les différentes stratégies lancées ont impulsé une nouvelle dynamique aux secteurs stratégiques mais des challenges restent à relever en termes de montée dans la chaîne de valeur, de valorisation/commercialisation, de formation et de logistique. Ce qui permettra de tirer profit des opportunités qui s'offrent à divers niveaux, national, régional et international.

### ■ Agriculture: La diversification à l'export, le maillon faible

Le Plan Maroc Vert cumule les points positifs mais les exportations restent concentrées sur trois segments: agrumes, tomates et légumes frais ou congelés. Ceux-ci représentent 78% des ventes agroalimentaires à l'étranger et restent concentrés sur l'Union Européenne (77%).

Sur les cinq dernières années, le taux de croissance du secteur agricole a tourné autour d'une moyenne de 9,3% contre 4,3% pour l'économie nationale. Le Plan Maroc Vert a été à l'origine d'investissements importants: de 7,4 milliards de DH en 2008 à environ 13,8 milliards en 2013. «Sur cette période les investissements directs étrangers ont été multipliés par 10», souligne le ministère des Finances dans son tableau de bord sectoriel. La production des diverses filières agricoles s'est améliorée

atteignant ainsi des taux de réalisation de plus de 60% des objectifs fixés en 2020: hausse de 77,7% pour la filière agrumicole et 105,1% pour l'oléicole. De même, les filières animales ont connu une croissance notable. Cela est dû en partie au programme d'amélioration génétique qui a permis d'augmenter le poids moyen du bétail de près de 20%. Ainsi les filières laitière, de viandes rouges et avicole ont réalisé des taux de croissance à deux chiffres.

La stratégie dédiée à ce secteur intègre aussi le développement de l'agriculture solidaire avec pour ob-

jectif d'assurer la stabilité et l'amélioration du revenu des ménages concernés. A fin 2014, plus de 490 projets de l'agriculture solidaire ont été réalisés pour un montant global de 13,3 milliards de dirhams au profit de 720.000 bénéficiaires. Ce qui a permis, selon le ministère des Finances, une nette amélioration du revenu annuel des petits agriculteurs: 5.000 dirhams.

### ■ Secteur des mines: Les milliards d'investissement de l'OCP

Il contribue à hauteur de 5% au PIB et représente 27% des exportations. Dans le secteur des mines, les travaux se poursuivent pour doter le pays de cartes géologiques et géochimiques.

Par ailleurs, l'OCP a lancé une stratégie qui vise notamment la conquête de nouveaux marchés. L'entreprise est sur un programme industriel d'envergure pour un montant d'investissement global de 118 milliards de dirhams à l'horizon 2025. Des usines intégrées d'engrais sont en chantier à Jorf Lasfar et des unités de production d'acide sulfurique à Safi. De même le groupe compte étendre les capacités d'extraction pour atteindre 50 millions de tonnes par an à l'horizon 2025 et renforcer la logistique et les infrastructures de transport.

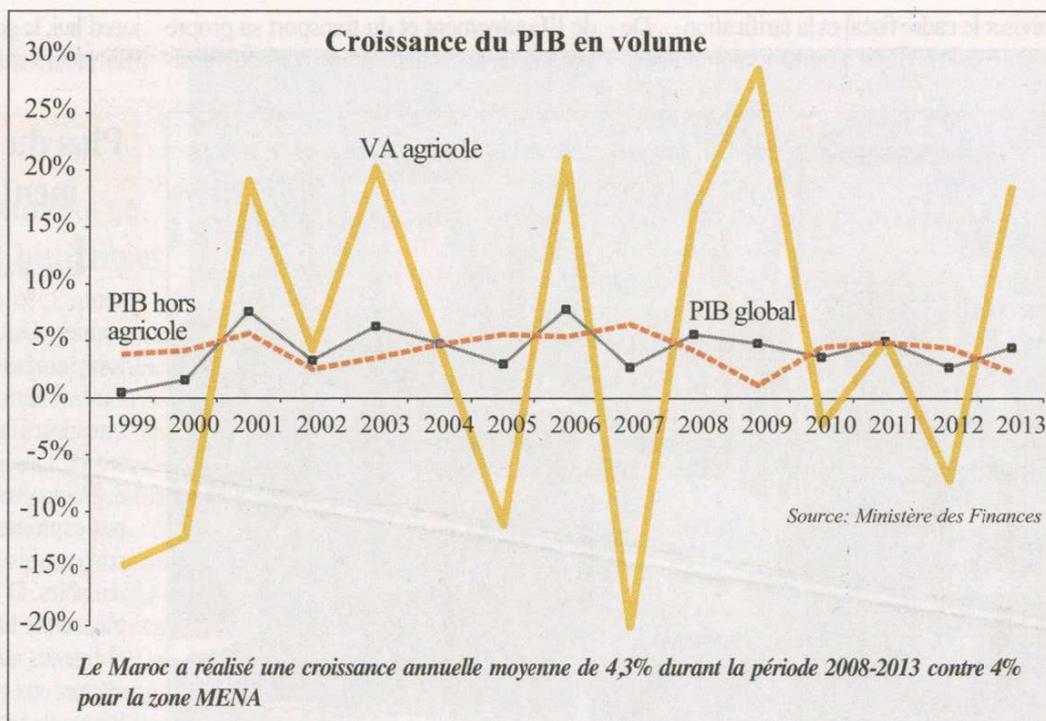
### ■ L'automobile cartonne, le textile en chute

L'industrie contribue à hauteur de 52,2% à la valeur ajoutée globale de l'industrie, emploie plus de 1,2 million de personnes, soit 11,4% de la population active occupée. Pour dynamiser, le secteur est en passe de réaliser son programme d'accélération 2014-2020.

Aujourd'hui, la construction automobile renforce son positionnement dans la chaîne

# ceux qui traînent

de valeur mondiale. Les exportations de cette industrie ont dépassé le cap de 40 milliards de dirhams en 2014 hissant ainsi le secteur au premier rang des activités à l'export. Cela a stimulé l'emploi qualifié et hautement qualifié qui a évolué de plus de 16% par an à partir de 2008 pour se situer à plus de 80.000 emplois en 2013. Le secteur aéronautique a également enregistré un essor important avec un chiffre d'affaires à l'export de 7,2 milliards de DH en 2013 contre 3,6 milliards en 2008. Cette activité emploie près de 9.500 salariés hautement qualifiés contre 5.769 employés en 2008. L'offshoring est aussi sur un trend haussier avec un chiffre d'affaires de 7,21 milliards de DH en 2013 contre 4,15 milliards en 2008. Les emplois créés sont passés de 27.400 postes en 2008 à 57.000 postes en 2012. Pour sa part, l'industrie agroalimentaire contribue pour près de 30% à la valeur ajoutée industrielle, de 23% à l'emploi et de 12% aux exportations industrielles. Si ces secteurs connaissent un certain essor, l'industrie du textile-habillement a vu son poids dans la valeur ajoutée globale baisser: de 4,5% en 2000 à 2,7% en 2013. De même le nombre d'entreprises a baissé de 32% et l'emploi de 17% durant la dernière décennie.



## ■ BTP: Ralentissement et perte d'emploi

Gros pourvoyeur d'emploi, avec un million de postes, le BTP connaît un ralentissement de ses activités. Sa valeur ajoutée a progressé de 1,4% en 2013 contre une moyenne de 3,1% entre 2009 et 2012. Alors que le secteur enregistrerait un taux de croissance moyen de 8,6% entre 2003 et 2008. De même, la contribution de ce secteur à la croissance économique nationale a connu un pic de 0,7% en 2007 avant de baisser à 0,1% en 2013. Si pendant la période 2003-2011, ce secteur a créé en moyenne 47.432 postes par an, dès 2012 les pertes ont commencé: 20.937 postes en moins. Les pertes

ont atteint 49.827 emplois en 2013.

## ■ Télécommunication: 4G, Afrique... les gisements de croissance

Le secteur des télécommunications

compte plus de 40 millions d'abonnés au téléphone fixe et à la téléphonie mobile et 16 millions d'internautes. Ainsi après une croissance endogène sur les 15 dernières années, il montre un signe d'essoufflement avec le fléchissement de ses revenus et la saturation de la téléphonie mobile. Ce qui nécessite l'exploration de nouveaux relais de croissance. L'Afrique se révèle particulièrement attractive pour les opérateurs marocains qui recherchent des opportunités de croissance externe. Surtout que le secteur des services constitue la locomotive de croissance en Afrique. Des perspectives prometteuses viennent aussi de l'usage croissant des technologies émergentes (Smartphones, tablettes, ...) et de l'internet mobile. Le déploiement de la 4G au Maroc constituerait une source de croissance aussi bien pour le secteur que pour l'ensemble de l'économie. Elle résulterait du revenu issu de la data mobile qui serait mieux monétisé que celui de la 3G permettant de relancer les bénéfices du secteur. □

**Khadija MASMOUDI**

*Pour réagir à cet article:  
courrier@leconomiste.com*